

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

N/ réf : Solune

Objet : Notification n°1 des Administrateurs judiciaires de la société SOLUNE aux parties affectées par le projet de plan de sauvegarde (Article R. 626-55 du Code de commerce)

Madame, Monsieur,

Par Jugement du 6 octobre 2025, le Tribunal des activités économiques de Paris a décidé de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de Solune, société par actions simplifiée au capital social de 3 827 400 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 823 863 113 et dont le siège social est situé 8/10, rue Pierre Levée - 75011 Paris (la « **Société** »).

Ce même jugement a désigné :

- La SCP BTSG, prise en la personne de Maître Stéphane Gorrias, et la SELARL Asteren, prise en la personne de Maître Axel Chuine, en qualité de Mandataires judiciaires ;
- La SCP CBF & Associés, prise en la personne de Maître Lou Fléchar, et la SCP Abitbol & Rousselet prise en la personne de Maître Joanna Rousselet, en qualité d'Administrateurs judiciaires avec mission de surveillance (les « **Administrateurs judiciaires** »).

Conformément aux dispositions des articles L. 626-30 et R. 626-55 du code de commerce, nous vous notifions par la présente :

- Votre qualité de partie affectée par le projet de plan de sauvegarde de la Société ;
- Les modalités de communication par voie électronique dans le cadre de cette procédure ;
- Une invitation à nous faire connaître l'existence d'éventuels accords de subordination dans un délai de 10 jours.

1. Rappel du contexte

Fondée dans les années 1990 par Madame Vanessa Bruno, la Société est spécialisée dans la conception et la commercialisation de prêt-à-porter féminin, dit de « luxe abordable », ainsi que d'accessoires sous sa marque éponyme.

Malgré une restructuration financière opérée en 2018, la Société a vu sa situation financière se dégrader à compter de 2022, sous l'effet combiné d'une pression concurrentielle accrue, de la hausse des coûts, ainsi que d'une sous-capitalisation, la contraignant à solliciter l'ouverture d'une procédure de sauvegarde.

Dans le cadre de la période d'observation de la procédure de sauvegarde susmentionnée, nous préparons actuellement, avec le concours de la Société, un plan de sauvegarde afin d'apurer son passif, selon des modalités en cours de détermination.

2. Parties affectées par le projet de plan de sauvegarde

Par la présente, et conformément aux dispositions de l'article R.626-55 du code de commerce, nous vous informons de votre qualité de membre d'une classe de parties affectées.

Une classe de parties affectées est un regroupement de créanciers ou de détenteurs de capital partageant des intérêts économiques communs, constitué dans le cadre d'un projet de plan de sauvegarde, et qui sont affectés par ce projet de plan (les « **Classes de Parties Affectées** »).

3. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires

Toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel aux adresses suivantes : paris@cbfassociés.com ; solune@fajr.eu. Afin de faciliter nos échanges, nous vous invitons à nous faire parvenir vos coordonnées électroniques, dans les meilleurs délais, par retour de courriel à ces adresses.

Nous vous précisons que, conformément à l'article R.626-55 al. 3 du Code de commerce : « *Vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique* ».

4. Demande de transmission des accords de subordination

Un accord de subordination s'entend comme : « *un accord aux termes duquel des créanciers se sont entendus entre eux et avec la société débitrice sur un certain ordre de paiement, de sorte que certains bénéficient d'un droit à paiement/remboursement prioritaire de leur dette* ».

Ainsi, si vous avez connaissance d'un accord prévoyant que votre créance serait remboursée après celle(s) d'autre(s) créanciers(s), conclu avant le 6 octobre 2025, nous vous remercions de nous le transmettre, **par courriel aux adresses précitées, dans un délai de 10 jours calendaires suivant la date de réception de la présente notification**, en y joignant tous documents justificatifs.

A défaut de communication d'un tel accord dans ce délai, ce dernier ne pourra pas être pris en compte, conformément aux articles L. 626-30 et R. 626-55 du Code de commerce.

En fin, nous vous informons que nous reviendrons vers vous dans un second temps afin de vous notifier :

- Des modalités (i) de répartition en Classes de Parties Affectées et (ii) de calcul des voix correspondant à votre ou vos créance(s) ou aux droits affectés vous permettant d'exprimer un vote ;
- Du montant de votre ou vos créance(s) retenue(s).

Et ce dans les conditions des articles L. 626-30 V et R. 626-58 du Code de commerce, avant de vous transmettre le projet de plan de sauvegarde sur lequel vous serez ensuite amené à voter.

Les Administrateurs judiciaires de la Société :

SCP CBF ASSOCIÉS
Maître Lou Fléhard



SCP ABITBOL & ROUSSELET
Maître Joanna Rousselet

